

Bulletin d'histoire politique

Louis Balthazar, *Nouveau bilan du nationalisme au Québec*,
VLB éditeur, 2013, 317 p.

Jean Décary

B
H
P

Volume 23, numéro 2, hiver 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1028896ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1028896ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Décary, J. (2015). Compte rendu de [Louis Balthazar, *Nouveau bilan du nationalisme au Québec*, VLB éditeur, 2013, 317 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 23(2), 227–231. <https://doi.org/10.7202/1028896ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB
Éditeur, 2015

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des
services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique
d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de
l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à
Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Louis Balthazar, *Nouveau bilan du nationalisme au Québec*, VLB éditeur, 2013, 317 p.

JEAN DÉCARY
Historien et auteur

Il en va des ouvrages savants comme des œuvres littéraires ou cinématographiques, certains vieillissent mieux que d'autres. *Bilan du nationalisme au Québec* du politologue Louis Balthazar fait partie de cette catégorie d'écrits de facture universitaire, à la portée d'un public plus large, qui ont su conserver avec les années toute leur pertinence. Or, tout à-propos que cet ouvrage fût, les nombreux événements survenus au Québec et au Canada au cours du dernier quart de siècle justifiaient largement, tel que mentionné en quatrième de couverture, «une édition augmentée et revue». Naissait ainsi *Nouveau bilan du nationalisme* qui, avec l'élection d'un énième gouvernement libéral fédéraliste à Québec depuis l'an 2000, est d'une actualité remarquable.

Le diplômé d'Harvard a donc délaissé son sujet de prédilection, les États-Unis, pour retremper sa plume dans l'encre du nationalisme québécois. On a l'impression, particulièrement au cours des trois nouveaux chapitres (10, 11 et 12), que l'auteur s'exprime avec une liberté plus affirmée comme si, dorénavant semi-retraité et «libéré» des contraintes des cercles universitaires, il était plus en paix avec ses convictions politiques. N'en déplaît cependant aux nationalistes exaltés, ils ne trouveront dans cet ouvrage aucune envolée littéraire pouvant faire vibrer leur fibre indépendantiste. Le professeur émérite de l'Université Laval l'avoue d'emblée: «j'éprouve une certaine sympathie pour le mouvement nationaliste québécois sous ses formes les plus modérées, et une profonde aversion pour les fanatismes de toutes couleurs» (p. 15).

L'auteur rappelle d'ailleurs en introduction comment, notamment en Europe, le nationalisme a souvent été à l'origine de conflits et continue à ce jour d'être perçu négativement, presque «comme une maladie des peuples». Heureusement au Québec le mot n'a pas cette teneur aussi radioactive. Peut-être, en effet, comme l'écrit Balthazar, parce qu'il a été «un

ingrédient presque indispensable à son existence, à sa survie, à son développement» (p. 309). Au Canada, parce qu'il réfère à «un mouvement qui défend l'indépendance nationale du Canada, surtout en regard des États-Unis», le mot nationalisme a même «conquis ses lettres de noblesse» (p. 21).

C'est muni de sa définition du nationalisme, c'est-à-dire «un mouvement qui consiste à accorder une priorité à l'appartenance nationale et à lutter pour une meilleure reconnaissance de la nation à laquelle on appartient» (p. 22), que Balthazar convie le lecteur à un essai englobant «l'évolution du nationalisme au Québec depuis le début du XIX^e siècle» jusqu'à aujourd'hui. Le concept de nation est au centre de cette définition. L'auteur démontre en quoi l'existence de cette nation repose sur un ensemble d'éléments essentiels comme la taille de celle-ci, le territoire, les aspirations communes, la culture, la langue et, surtout, l'organisation politique, probablement l'élément constitutif le plus important. «C'est là le nerf de la guerre, le moteur de l'affirmation nationale», écrit-il. «Il est presque impensable qu'une nation existe sans qu'elle se manifeste comme une *politie*, c'est-à-dire une société régie par une autorité politique» (p. 25). C'est d'ailleurs pourquoi il situe le début du nationalisme québécois à l'Acte constitutionnel de 1791, période marquée par la création d'une première Assemblée législative au Bas-Canada.

Balthazar distingue quatre modèles de nationalisme qui se manifesteront et coexisteront à différents moments de l'histoire québécoise. Ces modèles servent de «cadres conceptuels» pour guider l'analyse de trois formes d'expression du nationalisme québécois que distingue l'auteur : le nationalisme dit canadien de 1791-1840 ; le nationalisme canadien-français de 1840-1960 ; et, enfin, le nationalisme québécois de 1960 à aujourd'hui.

Le *nationalisme moderne* qui correspond au nationalisme classique, essentiellement bourgeois et issu de la Révolution française, est bien résumé par l'expression «l'État, c'est nous», contrepartie du fameux «l'État, c'est moi» de Louis XIV. Ce modèle s'applique en partie au nationalisme du Bas-Canada, de l'Acte constitutionnel aux rébellions patriotes, de même qu'à celui de la Révolution tranquille. Le modèle du *nationalisme traditionnel* est quant à lui «l'antithèse» du nationalisme moderne en cela qu'il s'exprime davantage dans un cadre sociopolitique d'ancien régime. Ce nationalisme est marqué par son apolitisme, même si, écrit Balthazar, «il n'échappe pas à une organisation politique au moins embryonnaire, quand ce ne serait qu'au niveau religieux» (p. 33). Ce modèle s'applique donc au Canada français de 1840 à 1960.

Le *nationalisme étatiste* correspond au développement de l'État-providence ; l'instrument de l'État est utilisé à dessein comme levier de développement économique et social. La Révolution tranquille est le théâtre principal de ce modèle de nationalisme. Enfin, le modèle de *nationalisme autonomiste* se

veut contestataire de l'État centralisateur sans toutefois en favoriser la rupture. Ce modèle aide à expliquer le nationalisme tel qu'il s'exprimera au Québec dans la foulée des échecs référendaires.

Avant le XIX^e siècle, il n'existe pas selon Balthazar de véritable mouvement organisé pour lutter en faveur de la reconnaissance d'une nation distincte. S'il juge que la Conquête de 1760 a représenté un choc suffisamment traumatisant pour engendrer un mouvement nationaliste, l'auteur constate que le changement de régime « n'a provoqué, dans la société canadienne, aucun mouvement de quelque ampleur qui aurait correspondu à une volonté profonde de résister à l'envahisseur » (p. 47). L'arrivée des Loyalistes, dans la foulée de la Révolution américaine, va contribuer à créer ce terreau au sein duquel, un peu plus tard en 1791 avec l'instauration d'un cadre politique, va véritablement se développer ce nationalisme. La majorité francophone prend alors conscience que ses intérêts sont en contradiction avec ceux de la minorité anglophone. « Tout est en place pour un affrontement entre deux cultures, deux idéologies, deux systèmes d'intérêts » (p. 52). Ce nationalisme canadien culminera, selon Balthazar, avec l'échec des rébellions patriotes dû, en partie, à une mauvaise évaluation de l'appui de la population. L'auteur ne résiste d'ailleurs pas à la tentation de faire un parallèle avec les erreurs d'appréciation commises par le Parti québécois lors des référendums de 1980 et de 1995.

La période qui suit est marquée par une certaine stagnation du nationalisme selon Balthazar. C'est l'exil de Papineau et la publication du Rapport Durham. L'Acte d'Union de 1840 scelle la minorisation des francophones. Si bien qu'au milieu du XIX^e siècle, le nationalisme canadien a graduellement laissé sa place à un nationalisme canadien-français d'inspiration cléricale et largement apolitique. Certes, comme le souligne l'auteur, ce nationalisme permet de contrer l'assimilation des francophones, mais il ne favorise pas leur émancipation économique et politique. Même la Confédération de 1867, qui offre pourtant un rôle politique aux Canadiens français, ne semble pas susciter d'intérêt pour le pouvoir provincial. Ce nationalisme constituera donc un point de rassemblement pour tout un peuple pendant plus d'un siècle. Il observe : « Dans l'ensemble, le nationalisme des Canadiens français entre 1840 et 1960 n'a pas constitué une menace importante pour la majorité anglophone du pays » (p. 94).

Dès le début du XX^e siècle et jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, des signes d'érosion d'un nationalisme conçu davantage en fonction d'une société paysanne, artisanale et autoritaire apparaissent. Deux hommes marquent en particulier la période d'avant-guerre selon l'auteur, soit Henri Bourassa et Lionel Groulx. Ce nationalisme tardera cependant à se transformer en véritable mouvement politique. Balthazar souligne une fois de plus cette difficile mutation : « pour que ce nationalisme apparaisse clairement, il faudra en outre que les Québécois se donnent un véritable

instrument de contrôle. Cet instrument ne pourra être autre que l'État du Québec puisque les autres points de rassemblement de cette société, l'Église, la paroisse, le village, sont en voie de perdre leur signification dans un univers de mobilisation sociale» (p. 136).

Si, aux dires de l'auteur, Duplessis joue beaucoup la carte nationaliste, «il se contente le plus souvent d'offrir une résistance toute passive et de se réfugier dans les traditions canadiennes-françaises» (p. 123). Ainsi, les recommandations audacieuses du rapport de la Commission Tremblay vont être reléguées aux oubliettes. C'est plutôt avec l'élection du gouvernement Lesage et de son équipe du tonnerre qu'un nouveau nationalisme voit le jour : un nationalisme québécois fortement étatiste. Le rôle de l'État connaît alors un essor aussi fulgurant qu'est le déclin du religieux dans l'espace civique. Cet élan a ses limites, comme le prouvent les résultats du référendum de 1980 et les lendemains pénibles du rapatriement de la Constitution canadienne de 1982. Le nationalisme amorce alors une période de déclin. «Au cours des années 1980, le nationalisme québécois cesse d'animer l'ensemble des activités de la société québécoise» (p. 211), écrit Balthazar.

Essentiellement autonomiste, le nationalisme des années 1980 se transformera en nationalisme d'inspiration souverainiste. «Les cinq ans qui suivent l'échec de l'accord du lac Meech sont probablement les plus intenses de l'histoire du Québec moderne.» Les occasions manquées ne sont pas tant celles de 1980 et de 1995, comme le note à regret le professeur Balthazar, mais celle qui a suivi les échecs constitutionnels consécutifs survenus sous la gouverne de Robert Bourassa. Il écrit : «(...) l'enthousiasme de 1990 s'est quelque peu étioilé. On dirait que les Québécois s'habituent avec le temps à leur aliénation constitutionnelle» (p. 251). C'est plutôt le gouvernement de Jacques Parizeau qui tiendra finalement l'exercice de consultation populaire sur l'avenir de la nation en 1995.

Le titre du dernier chapitre intitulé «Affaiblissement, mutations, hésitations, divisions» résume assez bien la sorte de vase mentale collective dans laquelle se retrouve le nationalisme québécois au lendemain de ce deuxième référendum perdu. Balthazar note l'effort de *nation building* du gouvernement canadien. Il écrit : «À l'instar des lendemains de la rébellion de 1837-1838 et de l'après-référendum de 1980, l'échec de la souveraineté-partenariat de 1995 donne lieu à une forte réaction du pouvoir dominant qui se traduit par des efforts nouveaux de consolidation d'une grande nation canadienne» (p. 263). L'auteur est aussi critique de la relation qu'entretient le nationalisme québécois dans ses rapports avec les autochtones et les immigrants. Il défend l'idée d'un nationalisme civique. «La nation se définit désormais selon des normes politiques et territoriales : québécoise, elle ne peut qu'englober toute la population du Québec» (p. 287). Pour sortir du marasme, il souhaite que pour une fois les Québé-

cois puissent se dire un « grand Oui à eux-mêmes ». Il évoque pour ce faire l'idée de faire adopter une Constitution québécoise.

En 1985, lors de la première mouture de *Bilan du nationalisme au Québec*, Balthazar concluait à un bilan somme toute positif du nationalisme québécois. Trente ans plus tard, ce diagnostic lui apparaît toujours juste, même s'il émet certaines réserves, notamment au sujet de l'immigration et de l'aspect rassembleur du nationalisme identitaire. Le lecteur tirera assurément le même constat positif au sujet de l'essai du professeur émérite de l'Université Laval. Certes, résumer l'histoire et l'évolution de 200 ans de nationalisme n'est pas une mince affaire. Et le format actuel du livre ne se prête peut-être pas bien au développement de toutes les nuances qu'imposent normalement les travaux de recherche universitaire (notes de bas de page, support théorique, etc.). Le lecteur plus exigeant demeurera donc peut-être encore sur son appétit. Force est néanmoins d'admettre que l'écriture fluide de l'auteur, son approche posée et la qualité du travail de synthèse et de vulgarisation font de cet ouvrage un document incontournable pour comprendre le Québec et son nationalisme.

NDLR: Pour plus d'information sur Louis Balthazar et son récent ouvrage, le lecteur est invité à écouter l'entretien que l'auteur de cette recension a eu avec le politologue au mois d'avril 2014 à Radio Ville-Marie et qu'on peut retrouver sur le site internet de la Société historique de Montréal: societehistoriquedemontreal.org (onglet « nouveau regard »).